

FMI : Des signaux encourageants pour l'Algérie



Le FMI salue les progrès engagés, tout en appelant à accélérer les réformes pour consolider la trajectoire de croissance.

Par David S.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu la directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, qui a salué les réformes économiques engagées par l'Algérie ainsi que les résultats positifs enregistrés au niveau des principaux indicateurs macroéconomiques, notamment le recul de l'inflation et l'amélioration de la stabilité économique. Lors de cette rencontre, la responsable du FMI a mis en avant la capacité de l'économie algérienne à faire preuve de résilience face aux chocs externes, soulignant les progrès réalisés dans la diversification économique, le soutien à l'investissement et la promotion de l'initiative privée. Elle a également insisté

Le président algérien échange avec la directrice générale du Fonds monétaire international lors de leur rencontre à Alger, consacrée aux réformes économiques et aux perspectives de croissance.

sur l'importance de poursuivre les réformes destinées à consolider les équilibres budgétaires et à ancrer une croissance durable.

Dans le prolongement de cette rencontre, une mission des services du FMI s'est rendue en Algérie du 16 au 30 juin 2025 dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'article IV, mécanisme par lequel l'institution procède à l'évaluation régulière des politiques économiques de ses pays membres.

Composée d'experts en finances publiques, en politique monétaire et en réformes structurelles, la mission a mené des échanges approfondis avec les autorités algériennes, les institutions publiques et plusieurs acteurs économiques afin d'examiner la situation macroéconomique du pays et ses perspectives à moyen terme.

À l'issue de ses travaux, la délégation a publié une déclaration préliminaire dressant un état des lieux de l'économie algérienne, mettant en avant ses facteurs de solidité, ses marges de manœuvre, mais aussi les principaux défis à relever.

Une croissance positive malgré les contraintes énergétiques

La croissance économique est restée solide en 2024, atteignant 3,6 %, après 4,1 % en 2023.

Ce léger ralentissement s'explique principalement par la baisse de la production d'hydrocarbures liée aux engagements de réduction dans le cadre de l'OPEP+.

L'élément le plus notable demeure toutefois la vigueur de l'activité hors hydrocarbures, dont la croissance dépasse 4 %. Cette performance traduit une dynamique favorable dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie, la construction, les services et l'agriculture. Cette évolution confirme que les politiques de diversification commencent à produire des résultats concrets, même si leur ampleur reste encore insuffisante pour transformer profondément la structure de l'économie.

Des réserves de change élevées, socle de stabilité

Les réserves internationales de l'Algérie sont estimées à près de **68 milliards** de dollars, soit l'équivalent d'environ quatorze mois d'importations.

Ce niveau constitue un pilier essentiel de la stabilité macroéconomique. Il permet de sécuriser les importations stratégiques, de contenir les pressions excessives sur la monnaie nationale et de préserver la confiance des opérateurs économiques.

Ces amortisseurs externes offrent également aux autorités une marge de manœuvre appréciable pour engager des réformes graduelles sans subir de contraintes immédiates liées au financement extérieur.

Inflation en net recul et amélioration du pouvoir d'achat

L'inflation moyenne est passée d'environ 9,3 % en 2023 à près de 4 % en 2024, sous l'effet principalement du reflux des prix alimentaires.

Cette désinflation représente un acquis important sur le plan social, dans un contexte où la question du pouvoir d'achat demeure centrale.

Elle contribue également à améliorer la visibilité économique pour les entreprises et à renforcer la prévisibilité des décisions d'investissement.

Néanmoins, la consolidation de cette tendance reste conditionnée à la maîtrise des tensions internes, notamment celles liées à la hausse des salaires publics et aux rigidités structurelles.

Une politique budgétaire volontariste mais coûteuse

Le déficit budgétaire s'est creusé de manière significative en 2024, pour atteindre près de 14 % du PIB. Cette évolution reflète à la fois la baisse des recettes issues des hydrocarbures et l'augmentation des dépenses publiques, en particulier salariales et d'investissement.

Ce choix traduit une orientation volontariste visant à soutenir l'activité économique et à préserver la cohésion sociale. Il pose cependant la question de la soutenabilité des finances publiques à moyen terme.

Le FMI préconise ainsi un ajustement progressif, fondé sur une amélioration de la mobilisation des recettes, une rationalisation des dépenses et une réforme graduelle des systèmes de soutien.

Diversification : Des progrès, mais un moteur encore incomplet

La croissance hors hydrocarbures constitue l'un des signaux les plus encourageants du moment. Toutefois, cette dynamique reste largement tirée par la dépense publique. Le secteur privé peine encore à s'imposer comme moteur autonome de croissance.

Les principaux obstacles identifiés concernent les lourdeurs administratives, la complexité réglementaire, l'accès au financement et le poids important des entreprises publiques dans plusieurs secteurs. L'enjeu est désormais de créer un environnement plus favorable à l'initiative privée afin de transformer la diversification en levier durable de création de richesse et d'emplois.

Taux de change et capacité d'ajustement

Les services du FMI estiment qu'une plus grande flexibilité du taux de change pourrait renforcer la capacité de l'économie algérienne à absorber les chocs externes et à préserver ses réserves

et l'initiative privée. Une telle orientation reste sensible, compte tenu de ses effets potentiels sur les prix et le pouvoir d'achat. Elle s'inscrit donc dans une logique de réformes graduelles et prudentes.

et l'initiative privée.

Un environnement économique plus lisible

Le FMI souligne également l'amélioration progressive de la lisibilité du cadre macroéconomique algérien. La combinaison d'une inflation en recul, d'une croissance soutenue hors hydrocarbures et d'un niveau élevé de réserves contribue à offrir une meilleure visibilité aux acteurs économiques, condition essentielle pour encourager la planification à moyen terme et l'investissement.

Cette stabilisation relative permet aux autorités de disposer d'un espace d'action plus large pour hiérarchiser les réformes et en maîtriser le rythme.

Elle réduit également la probabilité de chocs brutaux susceptibles de perturber l'activité, renforçant ainsi la crédibilité globale de la trajectoire économique.

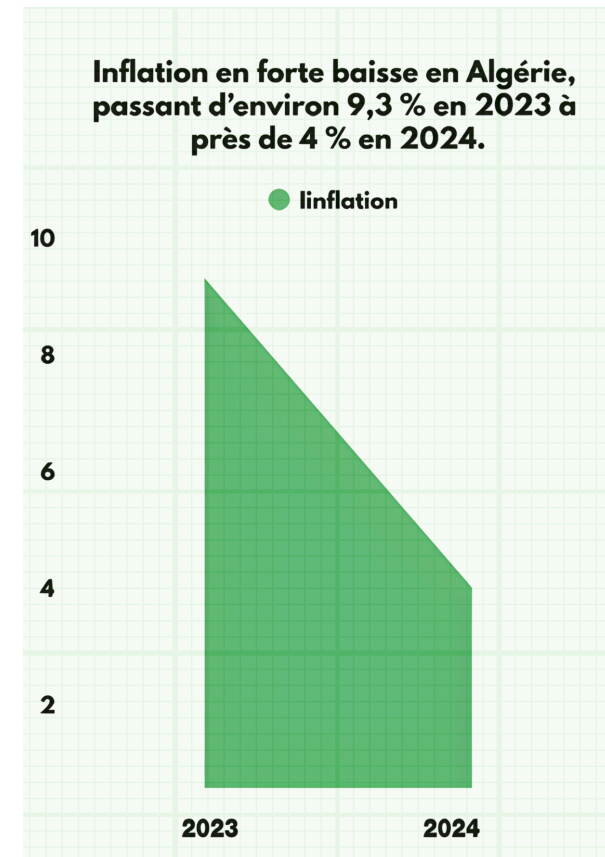
Dans ce contexte, le FMI estime que l'enjeu n'est pas tant de changer de cap que d'approfondir les orientations déjà engagées.

L'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, la modernisation de l'administration économique et la poursuite de la digitalisation figurent parmi les leviers susceptibles d'amplifier l'impact des politiques publiques.

L'institution met par ailleurs en avant l'importance d'un dialogue constant entre pouvoirs publics et acteurs économiques afin d'identifier les blocages concrets rencontrés sur le terrain.

Cette approche pragmatique est considérée comme un facteur clé pour accélérer la concrétisation des projets d'investissement et renforcer la confiance.

Enfin, le FMI souligne que la stabilité actuelle constitue un capital précieux. Bien exploitée, elle peut permettre à l'Algérie de franchir une nouvelle étape dans la structuration de son économie, en consolidant progressivement les bases d'une croissance plus diversifiée, plus compétitive et mieux intégrée aux échanges régionaux et internationaux. Si les réformes engagées sont poursuivies avec constance, cohérence et visibilité, l'économie algérienne peut franchir un palier décisif. Elle disposerait alors des bases nécessaires pour s'imposer comme l'un des pôles de croissance les plus solides de son environnement régional.



Une équation stratégique plutôt qu'une crise

Le diagnostic global du FMI ne décrit pas une économie en situation de crise, mais un pays confronté à un choix stratégique.

L'Algérie dispose encore d'atouts importants : stabilité macroéconomique, réserves confortables et potentiel de croissance hors hydrocarbures. Le défi consiste désormais à convertir ces acquis en fondations d'un nouveau modèle économique moins dépendant des hydrocarbures et davantage porté par la production, l'investissement

Le FMI estime que l'Algérie dispose de fondamentaux solides, portés par des réserves élevées, une inflation en recul et une croissance hors hydrocarbures dynamique.